



Compte-Rendu de la visite du Directeur Général des Finances Publiques

Dress code, sourires, petits fours et goodies !!!

Ce vendredi 30 septembre, le Directeur Général des Finances Publiques, Jérôme Fournel, accompagné d'Aurélien Durand, chef de bureau SJCF-1A, étaient présents en Haute-Saône.

Les choix des visites ont été judicieux en évitant des locaux sales, exigus ou vétustes ! Derrière la bonhomie de façade (voir les photos sur Ulysse), nous n'oublions pas que notre Directeur est un réformateur implacable !

L'équipe a visité le SFACT hospitalier et a rencontré l'équipe attractivité de notre direction.

Seuls les syndicats, FO-DGFIP et Solidaires Finances Publiques, ont été reçus pendant trente minutes.

Trente minutes pour dénoncer les conditions de travail de nos services et le mal-être de nos agents ! Vous trouverez ci-après la déclaration lue par Nathalie Creusot et Julie Boileau.

Visite du Directeur Général en Haute-Saône

De mémoire, nous n'avons jamais eu la visite d'un Directeur Général ! Peut-être la vision du tour de France à la Planche des Belles filles vous a-t-elle permis de localiser notre département oublié et sinistré sur la carte de France.

Durant votre visite éclair en Haute-Saône, vous pourrez constater la ruralité de notre territoire, ce qui génère des spécificités et des besoins de proximité particuliers. L'illectronisme et la non couverture du réseau tant informatique que téléphonique justifient le besoin de contact des haut-saônois avec nos services publics.

Parallèlement à la suppression de nos trésoreries et centres des impôts, nous avons développé des « ersatz » de services publics par la création d'environ 23 France Services sans oublier nos « partenaires privés » à savoir nos plus de 70 buralistes conventionnés.

La Haute-Saône fait partie des départements où les opérations de restructurations ont été terminées au 01/01/2023 avec la fermeture de la dernière trésorerie, située à Port-sur-Saône.

Le remède apporté aux restructurations a été une organisation qui se décompose à ce jour ainsi :

– Trois Services de Gestion Comptable. Deux d'entre eux, à savoir Luxeuil-les-Bains et Gray, se situent sur le podium des plus gros SGC de France en termes de budgets collectivités gérés. Les difficultés de gestion de ces mastodontes nécessitent des renforts continus en personnel (actions « coup de poing », EDR « task force »). Malgré l'inquiétude exprimée par FO-DGFIP dans toutes les instances où ce projet nous a été présenté, la Direction a persévéré dans cette configuration. La cellule de médiation interne interviendra très prochainement au SGC de Luxeuil-les-Bains, preuve s'il en est que les difficultés sont bien réelles !

– Deux Services des Impôts des Particuliers en sous effectif criant ;

– Un Service Départemental des Impôts des Entreprises composé d'une antenne non pérenne, source d'inquiétude pour les personnels s'y trouvant ;

- Un Service de Publicité Foncière et de l'Enregistrement en proie aux volontés d'absorption d'une partie de ses missions par les notaires ;
- Un Pôle de Recouvrement Spécialisé appelé à centraliser un nombre important de côtes à enjeux ;
- Une Trésorerie Hospitalière dotée d'un SFACT dépenses où travaillent des agents de différentes fonctions publiques et par là même, de différents statuts ;
- Un Service Départemental des Impôts Fonciers noyé par le nombre d'e-contacts (1781 le 28/09/2023) lié à la campagne GMBI et aux sollicitations parfois violentes des contribuables suite à la hausse des taxes foncières ;
- Un Pôle de Contrôle Unifié où le contrôle fiscal est menacé par l'intelligence artificielle ;
- 9 CDL qui tentent de trouver leur place dans ce nouveau réseau entre les élus et les SGC ;
- Une DDFIP vidée de ses effectifs et de ses cadres supérieurs.

Quel bilan peut-on tirer à ce jour de cette nouvelle organisation haute-saônoise ?

Au 31/12/2022, le rapport d'activité faisait apparaître 276 agents pour :

- 137 678 foyers fiscaux,
- 27 055 accueils physiques pour les particuliers,
- 19 582 entreprises,
- 1 692 budgets gérés,
- 18 455 formalités de publicité foncière

M.Fournel, le compte y est-il ?

Féru de jardinage, vous devez savoir que pour obtenir de bonnes récoltes, il faut un minimum d'engrais et de personnels.

Comme vous le voyez, la Haute-Saône arrive à son terme des réorganisations.

Terme qui connaît aujourd'hui toutes ses limites avec :

→ des agents qui ont perdu tout intérêt dans leurs missions quotidiennes, leur savoir faire acquis dans leurs précédents postes afin de tendre vers une industrialisation de leurs fonctions.
Une nouvelle mission comme les conseillers aux décideurs locaux qui reste mal définie.

→ De vives inquiétudes liées aux réformes comme la responsabilité des gestionnaires publics. Le flou demeure quant à l'éventuelle responsabilité des cadres A non comptables, B et C qui participent à la chaîne d'exécution des opérations financières.

→ Une gestion RH fortement compliquée avec des sous-effectifs importants dans toutes les catégories du cadre C au cadre supérieur. Vous qui mettiez en avant une gestion plus saine au sein de postes **de taille conséquente**, ce constat n'est pas partagé.

→ Un manque criant d'attractivité de notre département qui met en péril notre fonctionnement.

Mettre en avant notre département à travers différentes actions de promotion, permettra-t-il d'attirer des vocations ?

Sur les recrutements contractuels, des interrogations légitimes se posent. Formés à l'issue de trois années de travail, que deviennent-ils ensuite ?

Comme dans l'industrie, représentent-ils une variable d'ajustement sur l'avenir de nos missions ?

Aujourd'hui, notre département est en sous effectif d'au moins 26 agents toutes catégories confondues. Des intérimaires se mettent en place et perdurent.

Nos cadres et agents cumulent les fonctions mais jusqu'à quand tiendront-ils ?

Hier, nous étions convoqués en CSAL / FS où nous avons une fois de plus constaté l'inquiétude et le mal-être des personnels de tous grades face à leurs situations et avenir professionnels .

Ce tableau que nous venons de vous dresser n'encourage pas forcément de nouveaux arrivants.

FO -DGFIP, progressiste mais viscéralement attaché à un service public de qualité, restera vigilant et combatif face à un train de réformes lancé à pleine vitesse !

Suite à la lecture de notre déclaration, quelques réponses **non satisfaisantes** nous ont été apportées :

→ Concernant la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics, M. Fournel nous assure que les A non comptables, B et C sont hors de danger. Ils peuvent être entendus comme témoins si nécessaire. FO-DGFIP a demandé des garanties sur ses propos mais compte tenu de la jurisprudence actuelle et du peu de recul sur les affaires rencontrées, M. Fournel ne peut s'avancer à 100 %. Il reconnaît un manque de pédagogie dans cette réforme.

→ M. Fournel salue la diminution historique du nombre de suppressions d'emplois et évoque même un solde positif d'emplois avec le transfert de la taxe d'urbanisme et de certaines missions relevant des douanes. Dans le même temps, compte tenu des difficultés de fonctionnement de nos structures, quels emplois peuvent encore être supprimés ??

→ Le Directeur Général souligne les effets positifs du réseau des buralistes avec l'amplitude horaire inégalable. Fervent défenseur du service public, FO-DGFIP souligne que nos centres refusaient des contribuables avec leurs factures afin de les diriger vers « ces partenaires » privés.

Réponse de M.Fournel à mémoriser : « c'est moche ».....

→ Dans le cadre de GMBI, M. Fournel souligne des applications « pas au top », des délais contraignants, les besoins des Français ont été sous estimés. Mais soyez rassurés, demain les services fonciers auront un outil de base de connaissances fiable.

→ Le Directeur Général comprend qu'une « phase de transition » est incompressible pour nos SGC qui, selon lui, peut varier entre deux et trois années. Dans l'attente, ce sont des collègues qui perdent leurs repères !

→ M. Fournel aimerait recruter davantage de titulaires mais se posent des difficultés liées à nos capacités d'accueil dans nos établissements de formation. Anticipation, organisation... !

→ Concernant les contractuels, des réflexions sont menées pour procéder au renouvellement de certains, voire à la CDisation mais cela est lié à d'autres ministères. La réflexion est engagée en haut lieu.

Pour conclure : Nous avons été satisfaits de pouvoir rencontrer le Directeur Général. Derrière un discours compréhensif et conscient des difficultés, nous espérons des actes concrets pour répondre à nos attentes. L'apathie avec laquelle les réformes dévastatrices ont été menées veut laisser aujourd'hui place à de l'empathie... **Mais peut-on encore y croire ?**